



DOSSIER ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

VENTILATION DE LA ZONE DE REMISAGE DES VL ET DEPOSE DE LA C.T.A DE LA CABINE PEINTURE DU BATIMENT D DU SDIS DE LA SOMME

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation a pour objet de réaliser la ventilation de la zone de remisage des V.L de service et la dépose de C.T.A de la cabine peinture du bâtiment D de la Direction, 7 allée du Bicêtre, CS 32606, 80002 AMIENS Cedex 1.

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'ouvrage est :

Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme
7, allée du Bicêtre
CS 32606
80002 AMIENS Cedex 1

ARTICLE 3 : MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre est :

Service Infrastructures
Groupement Equipement Maintenance et Logistique
7, allée du Bicêtre
CS 32606
80002 AMIENS Cedex 1

ARTICLE 4 : DESIGNATION DU REPRESENTANT LEGAL

Le représentant légal du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme est Monsieur le Président du Conseil d'Administration, pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 5 : CONSISTANCE DES TRAVAUX

5.1 : Généralités

Les installations mises en œuvre seront conformes à la réglementation en vigueur à la date d'exécution des travaux.

Les installations seront conformes aux dispositions prévues par le D.T.U 68.3 pour la ventilation, en vigueur à la date d'exécution des travaux.

L'entrepreneur prend possession des constructions dans l'état où elles se trouvent à la date de notification du marché, avec tous les ouvrages, matériels et installations existants.

L'entrepreneur doit fournir le matériel et tout l'outillage de mise en œuvre nécessaires à la réalisation des prestations demandées à ce marché.

L'entrepreneur doit également toutes études, trous, scellements, collage, découpes et sujétions nécessaires à la bonne exécution des prestations.

5.2 : Zone 1 - Ventilation de la zone remisage des VL de service :

Objectif : Adaptation technique de la zone de remisage des VL de service afin de traiter l'air vicié.

Il est demandé de ceinturer le stationnement des VL par un ensemble de gaines destinées à évacuer les gaz d'échappement suivant le déclenchement des sondes CO2.

A ce jour, des extracteurs des gaz d'échappement, sur enrouleurs, sont en place avec des évacuations existantes en toiture.

Il est demandé d'utiliser et d'adapter, au besoin, les réservations existantes en toiture et de déposer les équipements en place.

Prestations attendues :

- Les relevés sur place,
- La dépollution éventuelle des équipements en place,
- La dépose des équipements en place,
- L'évacuation en décharge,
- Fourniture et pose d'un dispositif d'extraction des gaz d'échappement nécessaire au volume de la remise,
- Tous les moyens de levage et de manutention nécessaire,
- La signalisation de chantier dans l'enceinte et aux abords de la cabine peinture,
- Les supports et la pose,
- Les gaines de ventilation et les raccords,
- Les raccordements,
- Les sondes CO2,
- Les raccordements électriques,
- Les grilles d'aspiration,
- La mise en service,
- Nettoyage final,
- Et toutes sujétions.

5.3 : Zone 2 - Dépose de la Centrale de Traitement d'Air de la cabine peinture :

Objectif : Réhabilitation du local pour la création d'un bureau et d'un lieu de stockage.

L'entrepreneur doit, avant le début des opérations de travaux, toutes investigations nécessaires et prestations indispensables à la préservation des réseaux continuant à desservir les bâtiments en exploitation sur le site.

Prestations attendues :

- Les relevés sur place,
- La neutralisation et la purge, si nécessaire, des réseaux concernés,
- La dépollution éventuelle des équipements en place,
- La dépose et/ou découpe de la C.T.A,
- L'évacuation en décharge,
- Tous les moyens de levage et de manutention nécessaire,
- La signalisation de chantier dans l'enceinte et aux abords de la cabine peinture,
- Araser le plot béton,
- Nettoyage final,
- Et toutes sujétions.

ARTICLE 6 : PROCEDURE DE PASSATION

Le marché est passé selon une procédure adaptée, conformément aux dispositions des articles L. 2123-1, R. 2123-1, R. 2123-4 à R. 2123-6 du Code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les 3 soumissionnaires les mieux disants le prix ainsi que la proposition technique.

ARTICLE 7 : VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE 8 : PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le dossier administratif et technique (DAT),
- 1 Plan du bât. D – RDC,
- 1 plan de façade EST du bât D,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Marchés Publics de travaux (CCAG-Travaux),

- Le code de la Commande Publique.

ARTICLE 9 : JUSTIFICATIFS A PRODUIRE

- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés en la matière ; dans le cas contraire, fournir une déclaration sur l'honneur ;
- Un document relatif aux pouvoirs de la personne ou des personnes habilitées à engager la société ;
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article R. 2143-3 du Code de la commande publique concernant les interdictions de soumissionner ;
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

Les formulaires DC 1, 2, NOTI 1 et 2 sont acceptés et disponibles à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

[Ou le DUME](#)

<https://ec.europa.eu/tools/espd?lang=fr>

ARTICLE 10 : VISITE SUR SITE

Le soumissionnaire devra obligatoirement, sous peine de rejet de son offre, effectuer une visite du site. Cette visite se fera après prise de rendez-vous au plus tard le 3 juillet 2019 auprès du Service Infrastructures - Madame PAULINO - Tel : 06 81 58 64 37.

Les visites du site se dérouleront du 8 au 11 juillet 2019.

A l'issue de la visite, un récépissé sera remis au soumissionnaire qu'il devra impérativement joindre à son offre.

ARTICLE 11 : CONSTITUTION DES OFFRES

11.1 - Présentation des offres

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Les pièces énumérées à l'article 9 « justificatifs à produire » du présent DAT,
- La DPGF (non fournie) **datée et signée**,
- Le présent Document Administratif et Technique (DAT) **paraphé, daté et signé**,
- Le récépissé remis lors de la visite sur site (tel qu'indiqué à l'article 10 du présent DAT),
- Le dossier technique appuyant les travaux proposés (fiches techniques, notes de calcul...),
- Le/Les plan(s) détaillé(s) des travaux proposés **paraphé(s), daté(s) et signé(s)**.

11.2 - Conditions de remise des offres

Les candidats transmettent leur offre par voie électronique à l'adresse suivante :

<https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/index.do>

Concernant la dématérialisation des procédures de passation des Marchés Publics, il sera fait application des dispositions des articles L2132-2, R2132-1 au R2132-14 et R2182-3 du Code de la commande publique. Lors de la première utilisation de la plateforme de dématérialisation, le candidat installera les prérequis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

En cas de difficulté, n'hésitez pas à contacter le service clients au 0 892 23 21 20 ou par email : support@achatpublic.com

Pour plus de lisibilité dans la présentation de leur offre, il est demandé aux soumissionnaires de présenter de façon bien distincte et identifiable un dossier relatif à la candidature et un dossier relatif à l'offre.

Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre devra être traité préalablement par le soumissionnaire par anti-virus. La réception de tout fichier contenant un virus peut entraîner l'irrecevabilité de la candidature ou de l'offre.

Principes généraux

Les documents électroniques ont des contenus strictement identiques aux documents papier diffusés dans le même cadre.

Les titulaires s'engagent à ne pas contester le présent règlement de consultation ainsi que les éléments constitutifs du dossier et s'engage sur l'intégralité des documents transmis sous forme électronique.

Le pouvoir adjudicateur, par l'intermédiaire de son prestataire, s'engage à assurer la sécurité des transactions sur le réseau informatique, à assurer la confidentialité relative aux candidatures et offres et à assurer un horodatage certain.

Copie de sauvegarde

Les candidats ont la possibilité de transmettre une copie de sauvegarde sur support physique (CD ou DVD-ROM, clé USB,...) ou support papier.

Cette copie de sauvegarde devra parvenir sous plis scellé avec la mention « COPIE DE SAUVEGARDE », dans les délais impartis pour la remise des offres.

Le candidat a la possibilité de transmettre la copie de sauvegarde par voie postale sous plis recommandé avec accusé de réception ou contre récépissé à l'adresse suivante :

SDIS DE LA SOMME
Service de la Commande Publique
7 allée du Bicêtre
CS 32606
80002 AMIENS CEDEX 1

Les mentions « Ne pas ouvrir » et l'objet du marché devront être précisés sur l'enveloppe

Conditions de présentation des plis électroniques

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier. Les formats de fichiers acceptés par la personne publique sont les suivants : Word, Excel, PowerPoint, Winzip et Acrobat Reader.

Traitement des documents contenant un virus informatique

Il appartient au soumissionnaire de disposer d'un système de contrôle des virus informatiques et de s'assurer que les fichiers remis sont exempt de virus.

Signature électronique

La signature électronique n'est pas exigée.

Les candidatures et actes d'engagement, transmis par voie électronique et signés par l'opérateur économique au moyen d'un certificat de signature électronique qui permet :

D'authentifier la signature de la personne habilitée à engager la société candidate, selon les exigences prévues aux articles 1316 à 1316-4 du code civil (les fichiers transmis devront être revêtus d'une signature électronique sécurisée conformément au décret n°2001-272 du 30 mars 2001). Le candidat doit impérativement posséder des certificats de signature au moins de niveau II,

De donner date certaine de la réception,

D'obtenir un accusé de réception électronique.

Les candidats devront utiliser le certificat de signature conforme avec le référentiel général de sécurité (RGS).

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature sont à la charge de chaque candidat.

Si un candidat dépose plusieurs offres, seule la dernière offre sera retenue et ouverte.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de re-matérialiser l'offre et de l'envoyer par voie postale.

ARTICLE 12 : DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES

La date et l'heure limite de réception des offres est fixée au **vendredi 19 juillet 2019 à 12h00**.

ARTICLE 13 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai pendant le lequel le soumissionnaire reste engagé par son offre est de 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 14 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir des renseignements complémentaires, les candidats pourront transmettre leur demande sur la plateforme de dématérialisation www.achatpublic.com jusqu'au **vendredi 12 juillet 2019 à 12h00**.

ARTICLE 15 : CRITERE DE SELECTION DES CANDIDATS

Conformité des candidatures au regard des justificatifs demandés à l'article 9 du présent document.

ARTICLE 16 : JUGEMENT DES OFFRES

Ce jugement sera effectué par le biais d'une notation sur la base des critères pondérés de la manière suivante :

- Valeur technique : 60 % jugée sur la base du mémoire technique
- Prix : 40 %

ARTICLE 17 : PROPOSITION DE PRIX

Les soumissionnaires devront préciser obligatoirement leur proposition de prix détaillé HT et la proposition de prix totale HT et TTC dans leur devis.

Le marché est passé à prix ferme, global et forfaitaire.

ARTICLE 18 : ACTUALISATION DE PRIX

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ce mois étant appelé "mois zéro".

Si la date d'effet de l'Ordre de Service prescrivant le commencement de l'opération est postérieure de plus de quatre vingt dix jours (90) à la date limite fixée pour la remise des offres, il est procédé à l'actualisation du prix par application de la formule ci-dessous :

$$Pa = Po \times \frac{Ia}{Io}$$

Pa : Prix actualisé H.T.

Po : Prix de base du marché H.T.

la : Valeur de l'index pour le mois de la date d'effet de l'ordre de service moins la marge de neutralisation de 3 mois

lo : Valeur de l'index pour le mois zéro

L'index retenu pour l'exécution de ce marché est le BT49 - Couverture et bardage en tôles d'acier nervurées avec revêtement d'étanchéité

ARTICLE 19 : DELAI D'EXECUTION

Les travaux seront réalisés dans un délai de 1 mois à compter de la date d'effet de l'ordre de service délivré par le Maître d'œuvre. Une période de préparation de 1 semaine est englobée dans le délai de travaux ci-dessus.

Un planning sera établi par le maître d'œuvre et notifié au titulaire du marché dans un délai d'une semaine à compter de la date de notification du marché; sans réponse dans la semaine suivante le planning sera considéré comme accepté.

Les délais impartis englobent le repliement des installations et la remise en état des lieux.

ARTICLE 20 : PENALITES DE RETARD

Les stipulations énoncées ci-après dérogent aux dispositions de l'article 20 du CCAG-Travaux.

Les délais d'exécution sont définis dans le planning général contractuel. Ce dernier sera notifié à l'entrepreneur avec l'ordre de service portant démarrage d'exécution du marché.

Les délais impartis englobent le repliement du matériel, le nettoyage des lieux ainsi que la remise en état des abords et voies de desserte.

Du simple fait de la constatation d'un retard par le Maître d'Œuvre, l'Entrepreneur encourt la retenue journalière provisoire indiquée au tableau ci-après :

	Montant de la pénalité journalière
Retard d'exécution	100 €
Absence ou non-représentation à une réunion de chantier	80 €
Retard à une réunion de chantier	60 €
Absence de fourniture de pièces (calepins, documentations, échantillons, etc.)	80 €
Défaut de nettoyage	100 €
Défaut de respect des règles de sécurité ou de stockage sur le chantier	100 €
Retard dans la fourniture du Décompte Général et Définitif (DGD)	80 €
Retard dans la fourniture du DOE	80 €
Retard de levée de réserves	80 €

La retenue journalière provisoire est transformée en pénalité définitive si l'une des conditions suivantes est remplie :

ARTICLE 21 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 13 à 18 du CCAG Travaux.

Les factures afférentes au paiement seront établies en 1 original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les noms et adresse du créancier,
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
- le numéro du marché,

- la nature des prestations,
- le montant hors taxe des prestations réalisées,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total des prestations exécutées,
- la date de facturation.

Pour déposer les factures sur Chorus, les informations suivantes seront nécessaires :

- N° SIRET du SDIS : 28800001100057
- N° d'engagement : il s'agit d'un numéro qui sera fourni par le SDIS à chaque bon de commande,
- N° de code service : renseignement non rendu obligatoire.

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME
Groupeement Administratif Juridique et Financier
Service Commande Publique
7 Allée du Bicêtre – CS 32606
80002 Amiens cedex 1

La remise de factures électroniques est obligatoire pour les petites, moyennes, grandes entreprises et les personnes publiques via le portail de l'Etat « CHORUS PORTAIL PRO » et ce conformément aux dispositions du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 et de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatifs au développement de la facturation électronique :

- Et elle deviendra obligatoire :
 - Au 1^{er} janvier 2020 pour les micros entreprises.

Ces catégories d'entreprises sont celles prévues à l'article 51 de la loi n°2008-776 du 4 août 2008 et au décret n°2008-1354 du 18 décembre 2008.

Les prestations seront payées par mandat administratif selon la réglementation en vigueur. Le délai global de paiement est de 30 jours selon les dispositions les articles L2192-10 et R2192-10 du Code de la commande publique.

ARTICLE 22 : RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie de 5 % sera appliquée sur chaque acompte et sur le solde dans les conditions fixées aux articles L2191-7 et R2191-32 à R2191-42 du Code de la Commande Publique Cette retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande.

Le maître d'ouvrage n'accepte pas qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

En cas de réserves notifiées au titulaire du contrat et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie sera prolongée jusqu'à l'achèvement total des prestations que celles-ci soient assurées par l'entrepreneur ou qu'elles le soient d'office conformément à l'article 41.6 du CCAG travaux.

Il est également rappelé que la libération des suretés ne pourra se faire qu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux.

ARTICLE 23 : SOUS-TRAITANCE

Le titulaire du marché pourra sous-traiter certaines parties de son marché conformément aux dispositions des articles L2193-4 à L2193-7 et R2193-1 et R2193-8 du Code de la Commande Publique sous proposition et acceptation préalable au pouvoir adjudicateur (DC4).

ARTICLE 24 : RECEPTION DES TRAVAUX

La réception sera précédée de la transmission et de la validation du DOE auprès du Maître d'Œuvre.

Le DOE fera l'objet d'une remise en main propre suivant les dispositions suivantes :

- Un exemplaire numérique sur clé USB,
- Deux exemplaires papiers.

La réception des travaux aura lieu suivant les stipulations de l'article 41 du CCAG Travaux.

ARTICLE 25 : ASSURANCE

Les entrepreneurs devront justifier par des assurances garantissant au titre de la responsabilité découlant des articles 1382 et 1384 du Code Civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle en cas d'accidents ou de dommages causés par leur exécution.

La garantie devra être suffisante et sera illimitée pour les dommages corporels.

ARTICLE 26 : MODIFICATION DE CONTRAT

Conformément aux dispositions des articles L2194-1 - L2194-2 et R2194-1 à R2194-2 du Code de la Commande Publique, des modifications peuvent être apportées au présent marché pour la réalisation de prestations complémentaires identiques.

ARTICLE 27 : RESILIATION DU MARCHE

Seules les stipulations des articles 46 et 48 du CCAG Travaux relatives à la résiliation du marché sont applicables.

ARTICLE 28 : DROIT, LANGUE ET MONNAIE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

L'unité monétaire choisie pour le marché est l'euro.

Tous les documents, inscription du matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si les titulaires sont établis dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, ils factureront leurs prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration leur communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 29 : PROCEDURES DE RECOURS

Instance chargée des procédures des recours : Tribunal Administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80 011 Amiens Cedex 01 ; Téléphone : 03 22 33 61 70 ; Télécopie : 03 22 33 61 71 ; Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus : Greffe du Tribunal Administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80 011 Amiens Cedex 01 ; Téléphone : 03 22 33 61 70 ; Télécopie : 03 22 33 61 71 ; Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

ARTICLE 30 : DEROGATIONS

L'article 8 du présent DAT déroge à l'article 4 du CCAG-Travaux

L'article 20 du présent DAT déroge à l'article 20 du CCAG-Travaux.